

M/S : médecine sciences



Signal

Gérard Friedlander

Volume 20, Number 2, février 2004

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/007663ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

SRMS: Société de la revue médecine/sciences
Éditions EDK

ISSN

0767-0974 (print)
1958-5381 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Friedlander, G. (2004). Signal. *M/S : médecine sciences*, 20(2), 131–131.

cohorte de chercheurs-boursiers et à protéger la carrière des chercheurs en santé au Québec. La mise en place de ce programme, avec le maintien des programmes existants, devrait être une priorité pour le gouvernement du Québec. La perspective de compressions budgétaires additionnelles cause de vives inquiétudes dans toute la communauté scientifique.

En tant que doyen de la Faculté de médecine, pour illustrer la contribution majeure et fondamentale du FRSQ à la recherche en santé dans le réseau hospitalo-universitaire de l'Université Laval, il me suffit de mentionner que notre faculté à elle seule compte actuellement 68 professeurs-chercheurs dont le salaire provient en grande partie du FRSQ. Je me fais donc ici le porte-parole de tous ces chercheurs-boursiers, des quelque 250 chercheurs fundamentalistes ou cliniciens qui œuvrent dans les centres de recherche du FRSQ au Centre hospitalier universitaire de Québec, au Centre hospitalier affilié universitaire de Québec, à l'Institut universitaire de cardiologie et de pneumologie de Québec, au Centre François-Charron et au Centre hospitalier Robert-Giffard ainsi que des quelque 600 étudiants inscrits dans nos programmes de maîtrise ou de doctorat qui sont encore confiants de trouver au Québec des perspectives de carrière intéressantes. Je vous exhorte à considérer le FRSQ comme une priorité de financement lors de votre exercice budgétaire et ce faisant à protéger les assises de l'excellent système de recherche en santé dont le Québec s'est doté au cours des trente-cinq dernières années.

Je vous prie de recevoir, Monsieur le Premier Ministre, l'expression de ma haute considération.

Le doyen,
Pierre J. Durand
Faculté de médecine
Pavillon Ferdinand-Vandry, Université Laval
Sainte-Foy (Québec) G1K 7P9
pierre.durand@fmed.ulaval.ca

Éditorial

Signal

Gérard Friedlander

> Inquiétude. Il n'y a pas d'autre moteur à cette mobilisation, unique par sa rapidité et son ampleur, du monde de la recherche, des étudiants aux directeurs d'instituts, tous âges et tous statuts confondus. Comment échapper aux évidences égrenées dans une récente lettre ouverte au gouvernement [<http://recherche-en-danger.apinc.org>] ? Une recherche vigoureuse est indispensable aux innovations de demain. La recherche publique ne peut être limitée à quelques axes considérés comme prioritaires par un pouvoir politique. Seule une recherche fondamentale forte et indépendante, soutenue par l'État, est susceptible d'attirer massivement des industries pour établir un partenariat pérenne. L'asphyxie des organismes de recherche, véritable colonne vertébrale de la recherche publique, aura inévitablement des conséquences à court et à long terme. La baisse des budgets des laboratoires et l'effondrement du nombre de postes proposés au recrutement de jeunes chercheurs ont un impact désastreux, tant matériel que psychologique. Imaginez leur impact sur les décisions que prendront les étudiants actuellement en stage post-doctoral dans les laboratoires américains et européens ? Revenir pour quoi ? Que feront les meilleurs d'entre eux ?

L'illusion d'une recherche scientifique essentiellement animée et pilotée par un ministère est démentie dans tous les pays développés. C'est dans des organismes de recherche et des universités puissantes que se trouvent les ressources théoriques, méthodologiques, d'évaluation, capables de maintenir le pays dans une compétition internationale âpre. Nul ne songe à demander à l'État de pourvoir en totalité au budget de la recherche. Néanmoins, celui-ci n'atteindra, toutes sources confondues, publiques et privées, les 3% du produit intérieur brut souhaités au plus haut niveau à la fin de la première décennie du millénaire que si la part investie par l'État donne confiance à ses partenaires industriels. Les organismes de recherche ne peuvent pas, ne doivent pas être réduits à des agences de moyens, sauf à mettre en danger, aujourd'hui et pour longtemps, notre force d'innovation. Toute une communauté attend un signe. Elle a adressé un signal. ♦

G. Friedlander
Rédacteur en chef
Inserm U.426 et Département de physiologie,
UFR de Médecine Xavier Bichat, BP 416,
16, rue Henri Huchard,
75870 Paris Cedex 18, France.
gf@bichat.inserm.fr